

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Juin 2013

L'Essentiel

- ▽ Un hivernage globalement humide en Afrique de l'Ouest notamment dans la bande ouest sahélienne
- ▽ Situation acridienne : retour de la menace au Sahel
- ▽ Sécurité alimentaire des populations rurales menacée en Guinée Bissau à cause de la mauvaise campagne de commercialisation de la noix de cajou

Campagne agropastorale 2013-2014

La campagne est marquée par la fin des activités de contre saison et la poursuite des travaux de préparation des champs et semis pour la campagne agricole 2013-2014.

La réunion du Forum régional des prévisions climatiques saisonnières (PRESAO) tenue à Abuja (Nigeria) les 30 et 31 mai 2013 a donné les caractéristiques de la saison pluvieuse 2013, à savoir un cumul pluviométrique saisonnier (mai à octobre) excédentaire à normal, des dates de début de saison normales à légèrement tardives, des dates de fin de saison normales à tardives, des périodes de séquences sèches plus courtes aussi bien après le démarrage de la saison que pendant la période de reproduction, augurent de bonnes conditions hydriques pour le développement des cultures.

La prévision des précipitations se présente comme suit :

- **des pluies normales ou légèrement excédentaires** : Ouest du Sahel (allant du Sénégal et la Mauritanie à l'Ouest du Niger) et le Centre du Niger;
- **des pluies normales ou légèrement déficitaires** : Est du Sahel allant de la région du Lac Tchad au centre du Tchad, le long du Golfe de Guinée du Cameroun au Liberia;
- **des pluies normales** dans le reste de la sous-région.

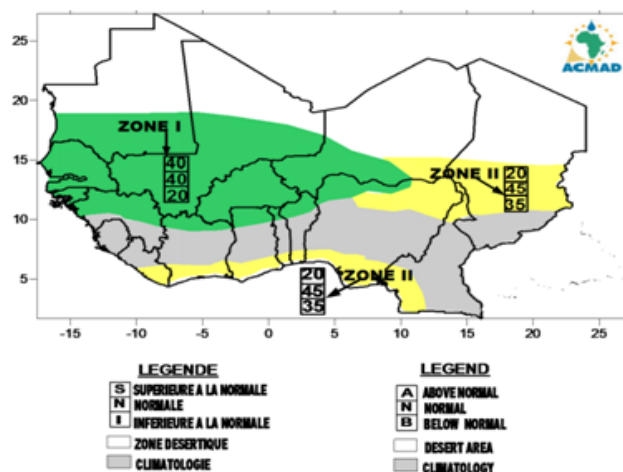
La prévision hydrologique se présente comme suit :

- **des écoulements excédentaires à normaux** : fleuve Sénégal, bassin du Lac Tchad, fleuve Ouémé (Bénin) et la partie inférieure du bassin (partie nigériane) du fleuve Niger;
- **des écoulements normaux** : fleuve Gambie et fleuve Comoé (Burkina Faso-Côte d'Ivoire);

- **des écoulements moyens à excédentaires** : fleuve Volta et partie supérieure et moyenne du bassin du fleuve Niger.

Toutefois, avec ces prévisions, il y a des risques de fortes pluies, **pouvant provoquer des inondations**, occasionner des dégâts importants, y compris des pertes de superficies emblavées. Ces conditions seront également favorables au développement des ennemis des cultures (criquet pèlerin), pour lesquels la surveillance et les mesures de prévention devront être renforcées.

Figure 1 : Prévisions climatiques saisonnières des précipitations de juillet-août-septembre 2013 élaborées le 28 mai 2013



Source : ACMAD/AGRHYMET : PRESAO 16

Lecture de la carte:

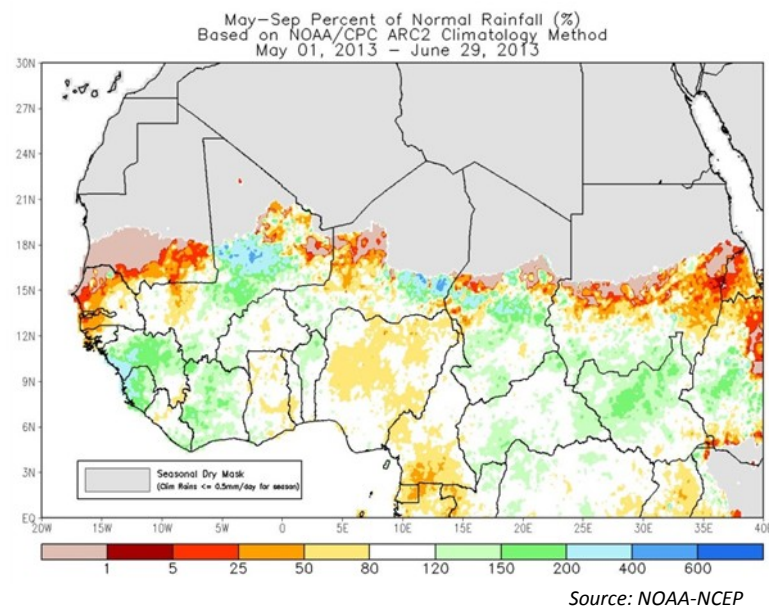
Les chiffres dans les petits rectangles du dessus, du milieu et du bas indiquent les probabilités pour que les cumuls soient respectivement supérieurs, équivalents ou inférieurs à la moyenne de la période 1981-2010.

Campagne agropastorale 2013-2014 (suite)

Ces prévisions sont susceptibles d'évolution au cours de la saison des pluies. Par conséquent, il est fortement recommandé de suivre les mises à jour qui seront faites en juin et en juillet par le Centre Régional AGRHYMET, l'ACMAD et les services météorologiques et hydrologiques nationaux.

Depuis le début du mois de mai, des pluies favorables sont observées le long du Golfe de Guinée dans toute la Guinée, la Sierra Leone, le Liberia, le sud de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin (Figure 1). Bien que ces précipitations contribuent à maintenir des excédents d'humidité sur les parties occidentales de l'Afrique de l'Ouest, des déficits sont constatés sur certaines parties de l'ouest du Mali, et le centre du Nigeria.

Figure 2 : Pourcentage des pluies reçues par rapport à la pluviométrie normale en Afrique de l'Ouest



Situation des déplacements de population dans la région

TCHAD

Les conflits intercommunautaires au Darfour (Soudan) en début 2013 ont entraîné des mouvements massifs de populations en direction de la zone de Tissi, localité située à l'extrême sud-est du Tchad. Il s'agit des tchadiens vivant au Darfour et des Soudanais. En début avril, des affrontements entre Arabe et Misserié Salamat ont provoqué l'arrivée

d'environ 15 000 nouveaux déplacés dans la zone de Tissi. Le HCR enregistre à ce jour près de 30 000 réfugiés dont 1 700 sont relocalisés à Goz Amer, 3 016 à Qbgadam et plus de 20 000 retournés tchadiens, en plus des 310 000 réfugiés soudanais et centrafricains déjà présents dans le pays. (OCHA- 29-05-2013).

NIGERIA

La crise dans le nord du Nigéria a contraint plus de 6 000 femmes, enfants et personnes âgées à trouver refuge au Niger. Certaines personnes questionnées par le HCR ont raconté qu'elles ont fui par peur d'être pris dans la répression menée par le gouvernement contre les insurgés liés à la secte Boko Haram, notamment dans le domaine Baga du nord du Nigéria, près de la frontière avec le Niger. Le Niger a reçu jusqu'ici 6.240 personnes, comprenant des ressortissants nigériens (2 692) le retour des ressortissants du Niger (3 544), et 94 personnes

d'autres nationalités (principalement des Tchadiens). Les nouveaux arrivants se sont installés principalement dans Bosso, Diffa, Kablewa, Maine, Tam, Tcoukoujani et Garin Amadou situé au sud du territoire nigérien. Une fois que leurs familles sont en sécurité au Niger, les hommes retournent au Nigeria pour travailler afin de soutenir les besoins de leurs familles. Il y a 155 demandeurs d'asile nigériens au Tchad ainsi que 716 ressortissants tchadiens. Au Cameroun, il y a 1 200 nationaux retournés (UNHCR 11/06/13).

MALI

La crise au Mali a causé le déplacement d'environ 527 584 personnes dont 353 455 à l'intérieur du pays et 174 129 dans les pays voisins d'après le rapport de la Commission Mouvement de Populations, publié le 20 juin. Il est à noter une augmentation du nombre total de personnes déplacées internes au regard du précédent rapport (298 027) due aux opérations et à la mise à jour du nombre de PDI dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou.

Selon le rapport publié par l'OIM le 19 juin, 8 972 personnes se rendant du sud vers le nord et s'étant déclarées comme déplacées ont été recensées au niveau des points de suivi en mai 2013. D'après ce rapport, l'amélioration des conditions de sécurité au nord est la

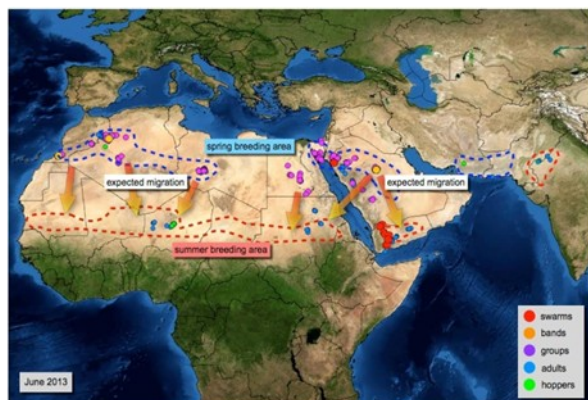
principale raison pour 77% des personnes retournées recensées en mai. Pour les déplacements du nord vers le sud, 3 779 personnes s'étant déclarées comme PDI sont été recensées en mai. Les besoins économiques sont la cause du déplacement pour 45% de ces personnes et l'insuffisance des services sociaux de base pour 20%.

Les acteurs humanitaires interviennent dans toutes les localités du nord et du sud du pays pour assister les personnes dans le besoin. Cependant l'accès est resté limité dans certaines rurales de Gao et Tombouctou et à Kidal à cause de l'insécurité.

Situation acridienne au 3 juillet 2013 : Sahel menacé par la migration à partir des zones de reproduction printanière d'Afrique du nord-ouest

Avec le dessèchement de la végétation, des groupes d'ailés et peut-être quelques petits essaims vont probablement se former dans les zones de reproduction printanière situées au sud des monts Atlas, au Maroc et en Algérie, et dans des parties du sud de la Libye puis se déplacer vers les zones de reproduction estivale dans le nord du Sahel de la Mauritanie, du Mali, du Niger et du Tchad (Figure 3). Au Niger, une reproduction à petite échelle a eu lieu en mai, dans les montagnes de l'Aïr, où on s'attend aux mues imaginaires après la mi-juin. Il existe un faible risque que quelques groupes d'ailés puissent également apparaître au Tchad ou peut-être au Niger à partir du nord du Soudan. La reproduction commencera dans le nord du Sahel avec le début des pluies estivales mais l'accès à certaines zones sera limité par l'insécurité qui y règne. Par conséquent, une vigilance stricte et continue doit être observée dans tous les pays du Sahel à partir de mi-juin.

Figure 3 : Situation acridienne au 3 juillet 2013



Source: FAO

Tendances sur les marchés internationaux

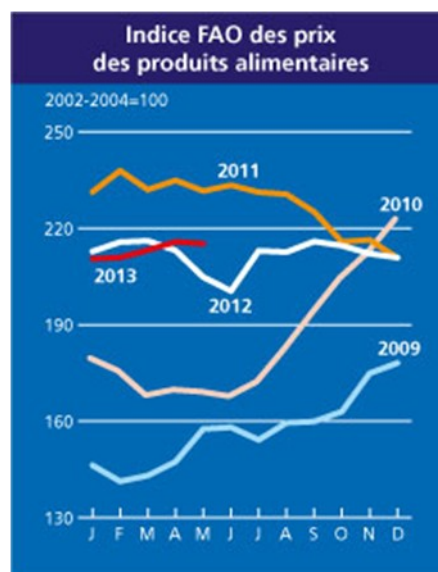
L'Indice FAO des prix des aliments (figure 4) s'est établi en moyenne à 215,2 points en mai 2013, soit un niveau quasiment inchangé par rapport au mois dernier (215,8 points), mais de 10 points supérieur (5 pour cent) à celui de mai 2012. À ce niveau, l'indice actuel est inférieur d'environ 10 pour cent par rapport au sommet atteint en février 2011. Le léger recul enregistré en mai est dû à la baisse des prix du sucre et des produits laitiers, qui ont plus que compensé l'augmentation des céréales. Les prix de l'huile et de la viande sont restés inchangés.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 238,9 points en mai, en hausse de 4 points (1,9 pour cent) par rapport au mois d'avril, mais supérieur de près de 17 points (7,8 pour cent) au niveau enregistré en 2012 pendant la même période. L'augmentation du mois dernier s'explique en grande partie par un fort rebond des prix du maïs, dû principalement aux resserrements des disponibilités à l'exportation et à des retards dans les semis des cultures aux États-Unis. En revanche, les cours du blé et du riz sont restés quasiment stables par rapport au mois précédent.

En mai, une nouvelle fois, les cours mondiaux du riz sont restés globalement stables. Cette stabilité, qui se poursuit depuis fin 2011, tient à des politiques commerciales opposées qui tendent à se neutraliser. La Thaïlande essaie de tirer les prix à l'exportation vers le haut pour financer sa politique des prix internes, tandis que l'Inde et le Vietnam, de leur côté, maintiennent des prix bas pour consolider leur position sur les marchés mondiaux, et éviter une trop grande valorisation des prix internes. La variabilité des prix mondiaux ne

dépasse pas les 2% depuis début 2012, contre 8% en 2010-2011, et 25% en 2008 au moment de l'envolée des prix et la crise alimentaire. Dans les mois à venir, les prix mondiaux devraient s'orienter à la baisse en raison d'une offre mondiale toujours aussi abondante grâce à des bonnes récoltes – notamment dans les principaux producteurs asiatiques, et à des stocks mondiaux qui atteignent des niveaux records (Osiriz mai 2013 N°111).

Figure 4 : Indice FAO des prix des produits alimentaires

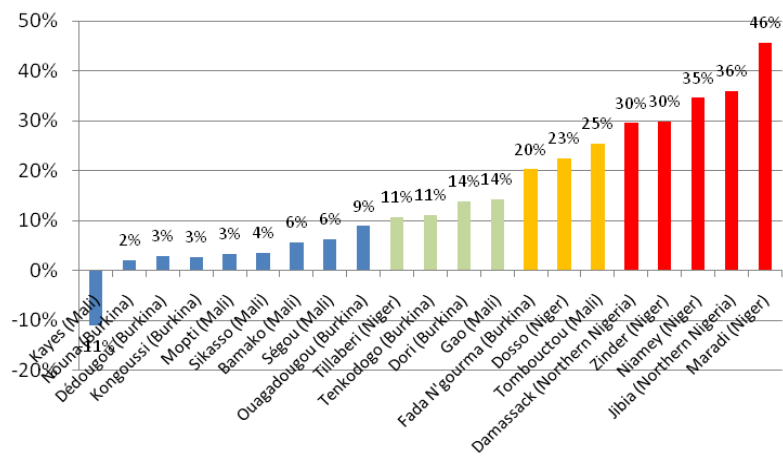


Source: FAO

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Début juin, les prix des céréales sèches dans les pays Ouest africains enregistrent une tendance stable (Mali, Niger) voire à la baisse (Burkina Faso).

Figure 5 : Comparaison des prix du mil (juin 2013) par rapport à la moyenne quinquennale respectivement sur certains marchés du Sahel.



Source: données GIEWS, graphique : PAM

Au Burkina Faso, les marchés de produits alimentaires continuent à être bien approvisionnés. Les prix des céréales sèches sont en baisse sur la plupart des marchés suivis. La baisse des prix est due à une faible demande couplée à la bonne disponibilité sur les marchés (Source : ONG Afrique verte). Cependant, pour ce qui est du mil, les prix restent toujours élevés comparés à leur moyenne des cinq dernières années : Dori (+14%), Fada N'gourma (+20%), Ouagadougou (+9%) et Tenkodogo (+11%).

Au Niger, la tendance des prix est stable sur les marchés suivis. Cependant, selon l'ONG Afrique verte, des hausses de 2 à 13% ont été enregistrées pour certains produits : riz (+8% à Niamey), mil (+4 à 8%), sorgho (+7 à 14%) et maïs (+5 à 20%). Les marchés de produits alimentaires sont bien approvisionnés à Agadez et Maradi tandis que cet approvisionnement est moyen voire bas à Zinder, Tillabéry et Dosso. Avec la période de soudure, l'offre sur les marchés est en grande partie assurée par les céréales importées soit du Mali (mil), du Burkina Faso (mil et maïs), du Benin (maïs) et du Nigeria (mil, sorgho). Le niveau élevé des prix enregistrés sur les marchés sources du Nigeria dont l'approvisionnement est fortement réduit par l'insécurité civile à l'intérieur du Nigeria ont occasionné des flux atypiques de produits alimentaires. Ainsi, et pour la première fois, des flux du maïs (en provenance du Burkina et du Benin) sont observés du Niger vers le Nigeria. En outre, le mil malien approvisionne jusqu'aux marchés de la région centre du pays contrairement aux années antérieures où les flux du mil malien approvisionnent principalement la région de Tillabéry.

Au Mali, la crise dans le Nord n'a pas perturbé le fonctionnement et l'approvisionnement des marchés de la région de Mopti. Toutefois, les flux des produits vers le nord ont été réduits. Le marché à bétail de Fatoma, dans la région de Mopti précédemment perturbé, a vite repris ses activités avec un bon niveau d'approvisionnement. Avec

l'amélioration du niveau de sécurité dans la région nord du pays, le commerce de céréales et de bétail commence à s'améliorer. Selon l'ONG AMRAD, l'approvisionnement des marchés est en hausse pour toutes les céréales de base comparativement à la situation du début de l'année. La même tendance est observée sur le marché à bétail due à une légère amélioration de la sécurité ayant permis un plus grand accès physique des marchés. Au mois de mai 2013, les prix des denrées alimentaires étaient en baisse sur l'ensemble des marchés par rapport au mois précédent mais restent toujours supérieurs à leur moyenne quinquennale. Le riz local était en hausse 15 % à Gao, en raison d'une rupture momentanée de stock. Le riz importé a enregistré des hausses de 8 % à Tenenkou et 3 % à Gao. Pour le mil, les hausses de prix ont été enregistrées sur les marchés de Niafounké (région de Tombouctou) et de Youwarou (région de Mopti), respectivement de 20% et 6%. Par contre les marchés à bétail, pour le moment, ne connaissent pas le même regain d'activités que celui des céréales. Les effectifs présents sur l'ensemble des marchés sont faibles du fait de la peur des commerçants de se déplacer avec de gros troupeaux.

Au Sénégal, au début de la période de soudure, le prix du mil –denrée de base des populations rurales- est en hausse de 8 % par rapport à 2012, ce qui est paradoxale par rapport au bon niveau des productions. La hausse est encore plus accentuée par rapport aux moyennes quinquennales (+13 % pour le mil +4 % pour le sorgho et +12 % pour le maïs). Les ménages les plus éprouvés sont ceux des régions de Ziguinchor, Matam, Tambacounda, qui sont parmi les régions les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les termes de l'échange entre l'arachide coque et l'achat du riz importé au détail est resté favorable : un kilo d'arachide coque doit être vendu pour acheter un kilo de riz, ce qui est très convenable pour les producteurs. Le renchérissement de l'arachide en coque depuis novembre, ainsi que la stabilité du prix du riz importé, continuent à améliorer le pouvoir d'achat des producteurs dans le bassin arachidier entraînant une appréciation des termes de l'échange (TdE), qui se sont améliorés de 30 % en douze mois. Il est également à noter que le gouvernement a homologué les prix de certaines denrées de base (huile, sucre, lait et riz) afin d'augmenter le pouvoir d'achat des populations les plus vulnérables.

Au Tchad, dans la région de Guéra, la bonne production et le bon niveau d'approvisionnement des marchés expliquent la stabilité des prix des denrées alimentaires. Dans le Nord Guéra le prix du sorgho rouge est légèrement en dessous du prix moyen sur les huit dernières années. Même si leurs prix sont supérieurs à la moyenne des dernières années, les prix du bétail est en baisse sur la majorité des marchés. Les termes de l'échange bétail/céréales sont favorables aux éleveurs. Les déplacements saisonniers de population à pareille période de l'année sont moins importants par rapport à la normale. L'approvisionnement sur les marchés en aliments de base est faible par rapport à l'année dernière.

Impact sur la sécurité alimentaire

Au Sahel, le PREGEC, lors de la réunion restreinte du dispositif régional qui s'est tenue du 17 au 19 Juin 2013, a mis en exergue la situation nutritionnelle qui demeure toujours préoccupante dans la région. On note une persistance de prévalences élevées de malnutrition aigüe et une tendance à la hausse des admissions, parfois supérieures aux prévisions et proches des niveaux de 2012 –particulièrement au Niger, au Mali, au Tchad et au Nigeria. Cette situation reflète une vulnérabilité accrue des ménages les plus pauvres qui continuent d'être confrontées à des défis d'accès alimentaire, d'accès limité aux services de base et d'érosion de leurs moyens d'existence.

Les conclusions de l'atelier régional de consolidation des résultats HEA tenu à Dakar du 12 au 14 Mai 2013 indiquent que les analyses menées au Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad montrent qu'il y a eu des déficits pour 23 baselines sur un total de 47 analysées. Les déficits concernent seulement les ménages très pauvres et pauvres. La moitié des zones analysées feront donc face à des besoins humanitaires d'urgence particulièrement durant la période de soudure, si l'on sait que les catégories de ménages concernés par ces déficits (très pauvres et pauvres) représentent près de la moitié de la population rurale. Par ailleurs, même en l'absence de déficits, les moyens d'existence des ménages pauvres et très pauvres se sont érodés ; nécessitant ainsi des interventions de renforcement des capacités de résilience de ces ménages.

Au Mali, dans les régions de Tombouctou, Kidal et Gao, un ménage sur cinq fait face à des pénuries de nourriture extrêmes. La période de soudure a déjà commencé dans certaines zones et les stocks alimentaires des ménages devraient diminuer rendant nécessaire une assistance alimentaire au Mali, ainsi que des activités de prévention et de traitement de la malnutrition. Les produits locaux et importés sont disponibles sur les marchés mais la demande reste faible du fait du pouvoir d'achat limité des populations. Bien que les prix restent stables, ils demeurent élevés comparés à la moyenne quinquennale, donc toute hausse aurait de fortes conséquences sur les ménages. La situation reste toujours critique, et à un niveau comparable à celui du début d'année 2013. Dans la région de Tombouctou et les cercles de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou), en moyenne, plus de 60% des ménages interrogés n'arrivent pas à atteindre un score de consommation acceptable malgré une amélioration du taux de couverture des besoins par les interventions humanitaires et la baisse des prix des céréales observée au cours du mois. La situation semble être plus difficile dans la région de Gao avec plus de 80% des ménages interrogés n'ayant pas un score de consommation acceptable.

En Guinée Bissau, la noix de cajou non transformée représente environ 90% des exportations du pays. Les activités de production et commercialisation de la noix de cajou emploient la plupart de la population rurale. Le PAM et ses partenaires (Ministère de l'Agriculture, l'Institut National de la Statistique et la FAO) ont conduit une évaluation du 14 au 17 Juin au niveau de 7 régions. Les résultats de cette évaluation montrent que la commercialisation de la noix de cajou en 2013 a été désastreuse comparée aux années précédentes. En 2013, le prix moyen d'achat d'un kilo s'établit à 112 FCFA contre 300 FCFA en 2012, soit une baisse de 62.6 %. Les termes de l'échange se sont également détériorés : en 2012, un kilogramme de noix de cajou s'échangeait contre un kilogramme de riz ; en 2013, trois kilogrammes de noix de cajou contre un kilogramme de riz. Les commerçants ont arrêté l'achat de noix de cajou depuis fin mai et il est estimé que 38% de la récolte n'a pas encore été écoulée. Cette situation s'explique par le coup d'état d'avril 2012 et le non remboursement des crédits dus aux institutions bancaires et la baisse de la

demande sur le marché international. Cette mauvaise campagne de récolte de la noix de cajou a des répercussions sur les revenus des ménages et les stocks céréaliers de ménages. Selon les enquêtes réalisées, plus de 90 % des communautés interviewées déclarent que leurs stocks ne permettent pas de couvrir plus d'un mois de consommation. La combinaison de ces facteurs (mauvaise récolte, utilisation de stratégies d'adaptation négatives telles que des hypothèques de la prochaine récolte d'arachide ou la vente du bétail, prix d'achat bas et interruption de l'achat de la noix de cajou) détérioreront la situation de sécurité alimentaire des ménages ruraux dans les 3 prochains mois.

En Guinée Conakry, une mission d'évaluation conjointe a été conduite par le PAM, le HCR, le SENAH et des ONG partenaires (ACCORD, ODIC, CIDR) du 31 mai au 6 juin 2013 sur la situation des réfugiés ivoiriens du camp de Kouankan II situé dans la préfecture de Macenta, en région forestière. Les résultats montrent que plus de la moitié (57%) des ménages ont une consommation alimentaire faible ou limite. Les réfugiés sont confrontés à différentes contraintes telles que l'accès limité à la terre, le manque d'intrants, d'outils agricoles, de semences et d'accompagnement techniques. Seuls ceux qui ont la capacité de louer des terres (métayage ou achats) y ont accès. Les rendements sont faibles et les produits de la récolte qui couvrent à peine un mois des besoins alimentaires des ménages sont consommés en totalité dans les ménages. Le manque d'opportunités d'emplois rémunérateurs et d'activités génératrices de revenus limite aussi l'autosuffisance alimentaire des réfugiés. Ces différents éléments affaiblissent davantage les plus vulnérables d'entre eux. La situation alimentaire et nutritionnelle des réfugiés devient de plus en plus précaire compte tenu de l'accroissement de l'incidence de la pauvreté et du taux d'insécurité alimentaire de la région qui sont de loin supérieurs à la moyenne nationale.

Au Libéria, les résultats de l'enquête approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) conduite en 2012 montrent que 4 % des libériens ont une consommation alimentaire faible, très peu diversifiée et constituée globalement de riz. 30 % des ménages ont une consommation alimentaire limite et 65.5 % une consommation diversifiée et équilibrée. Les ménages ruraux sont plus enclins à avoir une mauvaise consommation alimentaire que les ménages urbains (55 % contre 19 %). La pauvreté est souvent la cause déterminante de l'insécurité alimentaire avec 84% de la population vivant sous le seuil de pauvreté de 1.25\$ par jour. Les ménages pauvres manquent de ressources nécessaires pour pouvoir accéder à une nourriture saine et suffisante. De même, le très mauvais état des routes depuis le conflit rend l'accès aux zones reculées extrêmement difficile ce qui est à la base d'une faible intégration des marchés entre les zones urbaines et rurales faible. Les prix restent élevés et très volatiles. La production agricole, bien qu'ayant augmenté ces dernières années reste en dessous de la moyenne régionale et les pertes post-récoltes sont encore élevées. Les conditions climatiques au Libéria devraient permettre à la production rizicole de se développer. Mais à cause de la crise civile, la production agricole ne couvre qu'un tiers des besoins du Libéria. La faible production met le pays dans une situation de vulnérabilité face aux prix très élevés et aux fluctuations des marchés mondiaux. Cette situation combinée à d'autres facteurs tels que le manque d'éducation, les mauvaises habitudes alimentaires et le manque d'accès à des installations sanitaires appropriées rend une partie de la population du Libéria très vulnérable à l'insécurité alimentaire.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne, ainsi qu'en Guinée Bissau	Les preneurs de décisions humanitaires et de développement sont informés à temps pour prendre les bonnes décisions
Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Burkina Faso , Mali, Niger, Nigeria et Tchad	Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres
Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés (CAP) lancés pour 2013 y compris au Mali	Les besoins humanitaires issus de la crise du Sahel de 2012 et rapportés dans les CAP sont couverts

Conclusions

Les populations vulnérables du Sahel non encore remises de la crise de 2012 sont encore menacées par :

- des risques de fortes pluies pouvant provoquer des inondations et des dégâts, de même que la menace acridienne qui nécessite une vigilance stricte,
- les crises actuelles (Nigéria, Mali, Darfour) qui entraînent des déplacements de populations dont la situation devient précaire et nécessite des appuis humanitaires,
- La mauvaise commercialisation de la noix de cajou en Guinée Bissau qui menace grandement la sécurité alimentaire de la population rurale du pays.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Anne-Claire Mouilliez
Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

M. Malick Ndiaye
Malick.Ndiaye@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/fr/
www.fao.org/emergencies/regions/west-africa/fr/

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org



A vos agendas !

> 03 Juillet 2013 : Dakar Lancement de la revue à mi-parcours de la stratégie Sahel 2013